

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Un jeu dangereux

«**G**UERRE de religion », « fanatisme », « montée de l'irrationnel », « jeu sans règle », les commentaires venimeux vont bon train dans la presse et sur les ondes à propos des événements d'Iran, d'Arabie saoudite et du Pakistan.

Vertueuse indignation des hommes politiques et des média occidentaux devant la remise en cause de la « rationalité » et des « règles du jeu » de l'exploitation et de l'oppression impérialistes. Particulièrement de l'impérialisme US.

Fallacieusement, les aspirations anti-impérialistes des pays arabes du tiers monde sont présentées pour de l'obscurantisme moyenâgeux. Mais derrière le mensonge et le mépris, on voit poindre, sans fard, la trouille (irrationnelle ?) devant les conséquences que pourraient bien entraîner sur le marché pétrolier cette dégradation accélérée des rapports entre ces pays producteurs de pétrole et les États-Unis.

Bien entendu, les Soviétiques pourraient bien essayer d'exploiter à leur profit cette aggravation des tensions quitte à mettre eux-mêmes (en sous-main) de l'huile sur le feu.

Ils sont d'autant plus à même de le faire que leur production et leurs réserves pétrolières les mettent, eux, relativement à l'abri des aléas du marché pétrolier.

Toutefois aujourd'hui, c'est la responsabilité des impérialismes américain et occidentaux qui est en cause dans ces nouvelles tensions.

Car c'est un jeu bien dangereux que sont en train de jouer les États-Unis. Les tentatives de Carter pour provoquer un isolement de l'Iran, par pays arabes interposés, en recourant pour cela aux manœuvres subversives (qui a organisé la prise d'otage de la Mecque ?) peuvent avoir des conséquences imprévisibles.

Quant aux menaces et aux préparatifs d'intervention militaire en Iran (le sénateur Goldwater va jusqu'à exiger publiquement la destruction des champs pétroliers iraniens), leurs conséquences, si elles devaient aboutir, ne sont que trop prévisibles : elles constitueraient un pas de plus vers la guerre.

La seule attitude qui puisse éviter ces dangers est simple : elle consiste à satisfaire la légitime exigence du peuple iranien en lui remettant le bourreau Shah Pahlavi. Et les gouvernements européens doivent se prononcer dans ce sens.

D'autre part, il s'agit de prendre effectivement en compte et d'admettre les légitimes revendications des pays producteurs de pétrole. C'est non seulement une exigence de la justice mais aussi de la raison.

P.M.

Libertés : les juges donnent l'alarme



Paris, le 23 mars 1979. Les flics à la manifestation organisée par la CGT en soutien aux sidérurgistes.

Les juges du Syndicat de la Magistrature, qui tiennent leur congrès ce week-end, entendent alerter l'opinion publique sur les dangers que courent les libertés démocratiques et sur les empiètements du pouvoir sur la justice.

(Voir page 3)

IRAN

L'administration américaine brandit la menace d'intervention militaire

APRES la libération de treize des membres de l'ambassade US à Téhéran, le gouvernement iranien a annoncé que les autres (une cinquantaine) passeraient en procès si les USA n'acceptaient pas que le Shah passe en jugement pour ses crimes envers le peuple iranien.

Cette décision a provoqué de vives réactions de l'administration Carter et de nouvelles menaces. Le département d'Etat a déclaré : « Les États-Unis recherchent une solution pacifique à ce problème par l'intermédiaire des Nations-Unies ou de tout autre canal utilisable. Cela est de loin préférable aux autres remèdes dont disposent les États-Unis. De tels remèdes sont explicitement reconnus par la Charte des Nations-Unies. Le gouvernement de l'Iran doit reconnaître

la gravité de la situation qu'il a créée ».

En évoquant ouvertement les « autres remèdes », Carter brandit de fait la menace d'une intervention militaire. Cette menace s'accompagne de mesures dans la région : avec l'arrivée dans l'océan Indien du porte-avion Kittyhawk, la flotte US dans l'océan Indien est doublée. L'éventualité de l'utilisation de la force spéciale d'intervention US dans le tiers monde de 110 000 hommes, récemment constituée est à nouveau évoquée. Même si ces mesures sont dans une large mesure destinées à certains secteurs de l'opinion publique américaine, elles n'en constituent pas moins un nouveau degré dans la politique d'intimidation américaine à l'égard de l'Iran. Pas un instant, de toute façon, l'administration Carter n'a envisagé, semble-t-il de répondre aux demandes du gouvernement

iranien, soucieux d'organiser un jugement du Shah. Le gouvernement US a fait considérablement renforcer la surveillance de l'hôpital où se trouve le dictateur déchu. Il s'apprête à expulser des centaines d'étudiants iraniens en guise de représailles. A Téhéran, les menaces de Carter ont provoqué une réaction immédiate : des manifestations de centaines de milliers de personnes scandant des slogans tels que : « Carter viens te battre avec nous si tu l'oses ! »

REPRISE DES NEGOCIATIONS AVEC LES KURDES

A l'heure où l'Iran est ainsi confronté avec l'impérialisme US, la question du Kurdistan, qui, depuis plusieurs mois, af-

faiblissait et divisait le pays, se pose en des termes nouveaux. En effet, dans une lettre considérée comme son testament politique, l'ayatollah Khomeiny a lancé un appel aux Kurdes, où il rappelle la lutte des minorités nationales « tous frères dans l'adversité » contre le régime du Shah. Il déclare : « Ceux qui vous ont accusés de complot contre la République islamique sont des calomnieurs. Je vous tends la main humblement et je vous supplie de sauvegarder notre unité, toute division ne pouvant profiter qu'à l'impérialisme américain ». La direction du Parti autonome PDKI a accueilli favorablement cet appel. Des négociations entre le gouvernement de Téhéran et les mouvements kurdes devraient reprendre cette semaine.

HR-QDP
J. P. CHAMPAGNY

LE MONDE EN MARCHÉ

INTERVENTION DE JAN MYRDAL,
ECRIVAIN SUEDOIS, SUR LE CAMBODGE

Pour la survie du peuple cambodgien, pour la paix : l'unité à réaliser

Voici des extraits de l'intervention de l'écrivain Myrdal, prononcée au meeting de Stockholm le 17 novembre, dans le cadre de la Conférence de soutien au peuple cambodgien contre l'invasion vietnamienne.

Si la solidarité des peuples du monde venait à manquer, si le peuple du Kampuchea était abandonné, si l'on fermait les yeux sur les activités du Vietnam au Kampuchea, le peuple du

Kampuchea aurait beaucoup moins de possibilités de restaurer sa souveraineté nationale et de vivre, un jour, en paix dans un pays sans occupants. Il serait probable, dans ce cas-là, que le peuple du Kampuchea soit anéanti, et seuls les

visages ronds des paysans khmers de la tour de Bayon à Angkor regardant aux quatre points cardinaux témoigneraient qu'il y eut une fois, un peuple qui avait commencé à cultiver les alentours du Mékong et qui y avait construit une culture (...).

C'est pourquoi la solidarité internationale est d'une très grande importance (...). Il est bien justifié de se sentir révolté par la mort, par la faim que les troupes vietnamiennes sèment au Kampuchea. Le peuple suédois, tout entier, est révolté. Les peuples des Etats-Unis, de la France et du Bangladesh sont également révoltés (...).

Mais se sentir révolté à cause des crimes du Vietnam ne suffit pas.

UN DANGER POUR LA PAIX MONDIALE

La tentative du Vietnam de conquérir par la force militaire un Etat voisin souverain a créé une nouvelle situation dans le monde. Si le Vietnam réussit dans ses desseins, c'est l'effondrement du système de sécurité collectif qu'a voulu être l'ONU. Car ce que le Vietnam peut, d'autres le pourront aussi. La société mondiale retombera alors tout à fait dans un état où seuls régneront la loi de la jungle et le droit du plus fort.

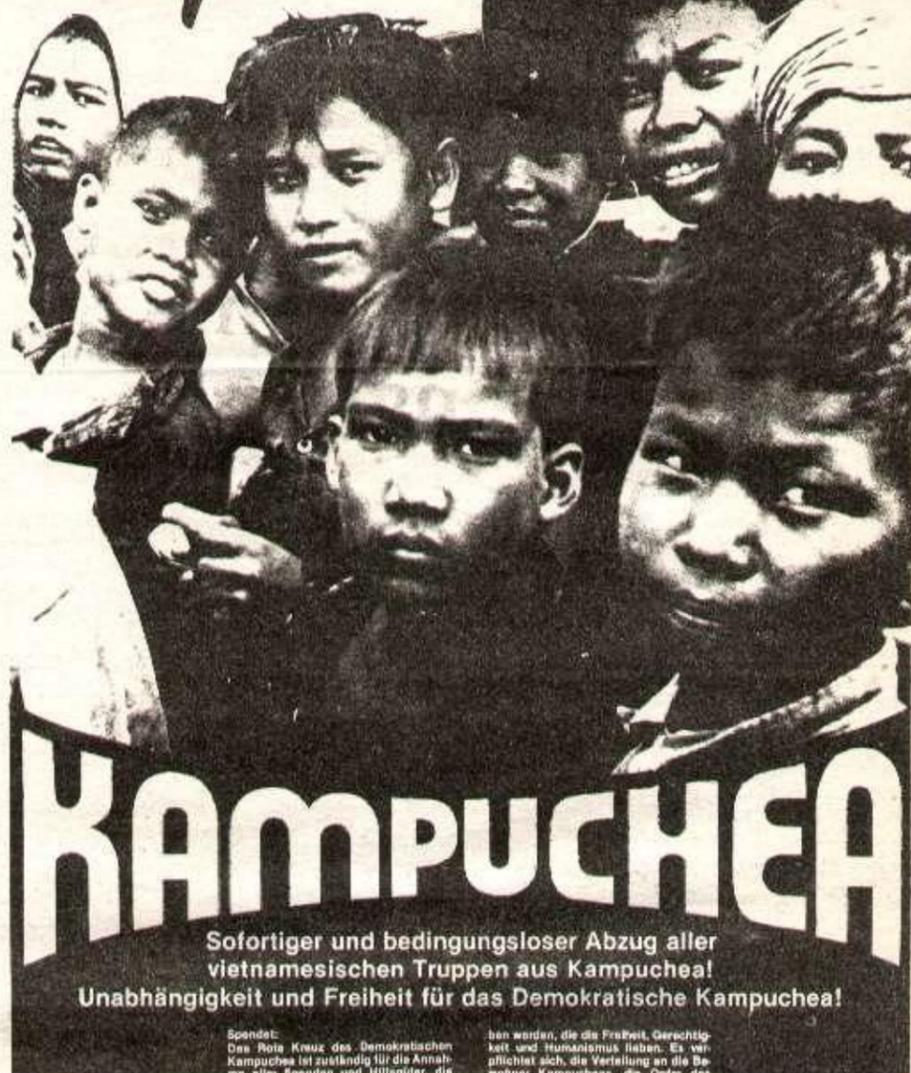
C'est pourquoi des Etats, avec des régimes entièrement différents et des tendances politiques diverses, peuvent s'unir à l'ONU pour exiger le retrait des troupes étrangères du territoire du Kampuchea et que le Kampuchea regagne sa souveraineté nationale.

La tentative de conquête de la part du Vietnam implique le danger général et peut signifier l'effondrement de tout le système fragile mis sur pied d'après-guerre pour maintenir la paix (...).

L'IMPUISSEANCE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS EN 1936

Celui qui veut une comparaison historique peut comparer la situation d'aujourd'hui avec celle des années 1935-1936, lorsque l'Italie envahit et conquiert l'Ethiopie, tandis que la Société des Nations restait impuissante. Aujourd'hui, nous pouvons clairement voir que cette politique expansionniste de Mussolini en Afrique orientale marqua le début de ce qui devint la Deuxième Guerre mondiale. A cette époque, de nombreuses personnes s'en rendirent compte. Ils avertirent le monde et signalèrent que la politique menée par les Etats agresseurs contre la Chine et l'Ethiopie allait signifier une

Helft



KAMPUCHEA

Sofortiger und bedingungsloser Abzug aller vietnamesischen Truppen aus Kampuchea!
Unabhängigkeit und Freiheit für das Demokratische Kampuchea!

Spendet: Das Rote Kreuz des Demokratischen Kampuchea ist zuständig für die Annahme aller Spenden und Hilfsgüter, die ben werden, die die Freiheit, Gerechtigkeit und Humanismus lieben. Es verpflichtet sich, die Verteilung an die Bewohner Kampuchees, die Opfer des

D'autres activités de soutien au peuple cambodgien ont eu lieu dans le monde. Ci-dessus, l'affiche appelant à envoyer des dons à la Croix-Rouge du Kampuchea démocratique éditée en RFA

nouvelle guerre mondiale, à moins qu'une opinion mondiale unie puisse créer une sécurité collective.

Cette fois-là, ce fut impossible. La Société des Nations ne put s'unir. Les petits Etats se rendirent, par crainte des agresseurs puissants. En acceptant de se taire, ils crurent qu'ils pourraient continuer à vivre. Les grandes puissances étaient prisonnières dans une crise économique et dans leurs propres jeux économiques et elles ne purent pas voir le danger grandissant qui les menaçait elles aussi (...).

MAINTENIR L'ONU, AUJOURD'HUI

Maintenant, il s'agit du Kampuchea. La solidarité avec le Kampuchea est une question de responsabilité pour la paix dans le monde et pour la possibilité de maintenir les Nations Unies et de retenir les Etats agresseurs.

C'est justement dans cette situation là que le travail de solidarité a de grandes possibilités mais aussi court de grands dangers. Les possibilités sont évidentes. Les violentes réactions des peuples contre les atrocités faites par les troupes vietnamiennes au Kampuchea sont fortes. La volonté des peuples de sauvegarder la paix mondiale et de maintenir l'ONU, qui, quelque fragile qu'elle soit, constitue un système de sécurité collectif et rend possible la résolution des conflits, est grande. Le travail de solidarité est un moyen de transformer ce sentiment et cette volonté en une action sociale consciente et de mettre sur pied des revendications communes d'une telle force que le Vietnam et son grand maître soient repoussés (...).

A l'ONU, l'Union soviétique est isolée. Seuls ses satellites comme la Tchécoslovaquie et les Etats qui lui sont tributaires, appuient sa politique en Asie du Sud-Est (...).

S'UNIR, MALGRÉ NOS DIFFÉRENCES D'OPINION

Il faut que l'opinion mondiale s'unisse pour forcer l'Union soviétique à accepter la solution de l'ONU. Cela est possible si nous travaillons consciemment et si nous voyons clairement la nécessité d'une sécurité collective. Mais venons-en maintenant aux risques.

Nous pouvons tous commettre des erreurs qui peuvent être fatales pour le Kampuchea comme pour nos peuples. Nous devons voir ces risques. Nous savons que l'appareil de propagande soviétique et vietnamien ne laissera passer aucune erreur de notre part sans en profiter.

Le premier danger est celui qui menace toujours toute collaboration : nous avons tous nos opinions politiques. Pour ma part, j'ai des opinions bien définies sur l'évolution du tiers-monde, comme sur les

forces politiques en Suède. Si ces opinions devaient former la base d'une action commune, nous ne serions pas bien nombreux à nous unir. Si, d'autre part, on m'oblige dans l'avenir à me taire, la collaboration ne sera pas possible non plus. Il faut donc, d'une part, un large front autour des questions fondamentales du travail de solidarité et, d'autre part, un respect des droits et des devoirs de chacun de défendre ses opinions dans d'autres questions. C'est une difficulté bien connue. Elle a été surmontée dans le passé.

UNE REVENDEICATION UNITAIRE : VIETNAM HORS DU CAMBODGE

Le deuxième danger est plus particulier. Il concerne le Kampuchea. J'y suis allé en 1967 et en 1978. Je me donne le droit de savoir beaucoup de choses sur le Kampuchea et de participer aux débats nationaux et internationaux. Plusieurs de ceux qui soutiennent la revendication « Vietnam hors du Kampuchea, sous le contrôle de l'ONU » et qui sont pour le droit du Kampuchea à la souveraineté nationale et qui appuient la proposition de faire des élections sous le contrôle de l'ONU, ont une autre opinion que moi au sujet des différentes étapes de la période de 1960 jusqu'à aujourd'hui.

Si au lieu de m'en tenir à la revendication essentielle avec laquelle nous sommes d'accord, je souligne qu'on n'est pas d'accord sur l'histoire, je servais alors les intérêts du Vietnam et de l'Union soviétique et je tomberais dans leur piège (...).

Si j'en faisais une question centrale dans le travail de solidarité, j'empêcherais une large unité autour de la revendication « Vietnam hors du Kampuchea » et que le Kampuchea recouvre sa souveraineté nationale (...).

Nous devons unir l'opinion mondiale autour de revendications claires et simples :

- Vietnam hors du Kampuchea ;
- Souveraineté pour le Kampuchea ;
- Aide au peuple du Kampuchea par l'intermédiaire de la Croix-Rouge démocratique ;

REUNION D'INFORMATION A PARIS SUR LA LUTTE DU PEUPLE D'AZANIE (AFRIQUE DU SUD)

« Notre pays, c'est l'Afrique »

La réunion s'est déroulée dans une ambiance chaleureuse. Le camarade, représentant du PAC en Europe, a déclaré : « Je suis venu en France pour sentir le besoin d'informations sur l'Azanie ». Ceci d'autant que « la presse française n'arrange pas l'information ». Il prend comme preuve le gros article du Monde daté du 20 novembre qui « soulignait la force du régime raciste, les améliorations, ce qui n'est pas la réalité. Cet article a pour but d'excuser l'impérialisme français qui apporte son soutien au régime ».

Informé sur la réalité quotidienne de l'apartheid, sur les luttes et leur objectif, tel fut l'objet de la réunion.

Le camarade du PAC a consacré la plus grande partie de son intervention à l'histoire de l'Azanie ; le passé aidant à comprendre le présent. Il a expliqué notamment comment l'apartheid a été mis en place et sa réalité aujourd'hui (les Bantoustans, les « passbook », etc.) ; le rôle de l'ANC, sa ligne, hier et aujourd'hui : les contradictions entre l'ANC et le PAC ; la création du PAC et son programme ; l'évolution de la lutte en Azanie qui est passée à la phase armée l'an dernier.

Au cours du débat qui a suivi, une série de questions a porté sur la politique de front uni, à l'intérieur du pays et les relations avec les pays voisins.

Le PAC mène depuis longtemps une politique d'alliance, avec tous ceux qui ne collaborent pas avec l'impérialisme et le régime raciste. Par exemple avec le Mouvement de la conscience noire, le FRAPO, mais aussi l'ANC qui, elle, par contre, la refuse systématiquement sous l'influence des Soviétiques. Ces derniers veulent mener une politique de division. Pour cela, ils divisent les mouvements de libération : d'un côté, ceux qu'eux estiment représentatifs, mais qui sont en fait directement sous leur influence ; et de l'autre, les soi-disant non-représentatifs. Politique qui est d'ailleurs reprise par les partis révisionnistes, tel en France le PCF qui ne parle que de l'ANC.

Une autre série de questions, posée par un militant du « Mouvement anti-apartheid-campagne anti-outspan » en France : tout d'abord à propos des ragots et calomnies du genre « Le PAC a été créé dans l'enceinte de l'ambassade US » ! Il a des liens avec l'impérialisme US ! sous prétexte que Sobukuné (le principal dirigeant du PAC) a des relations avec l'américain Young !

Toute la ligne du PAC et sa pratique sur le terrain montre qu'il n'a aucun lien avec l'un ou l'autre des deux superpuissances et ne fait aucune concession au régime raciste. Alors que ceux qui font courir ces bruits sont par contre très liés au social-impérialisme, et, l'ANC n'a-t-elle pas eu des entretiens avec Buthelezi, le fantôme des racistes !

Comme à l'ouverture, la réunion s'est clôturée en scandant : « Notre pays c'est l'Afrique », slogan du PAC, qui face au racisme et à l'apartheid, affirme la communauté d'intérêt des peuples africains.

Claude LEBRUN

12e CONGRES DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

Le juge et la démocratie, principal thème du congrès

CE week-end, le Syndicat de la Magistrature tiendra son 12e congrès à Paris. Au cours d'une conférence de presse, mercredi 21 novembre, Michel Marcus, secrétaire général du syndicat, en a détaillé l'ordre du jour : à partir du thème « Le juge et la démocratie », c'est surtout la dégradation générale des libertés qui sera étudiée. Mainmise de l'exécutif sur le judiciaire et dégradation des droits dans la justice quotidienne donneront lieu également à un travail en commissions.

La conférence de presse fut par ailleurs l'occasion d'évoquer l'affaire Boulin et les conditions de l'arrestation de Mesrine.

Pourquoi choisir le thème « Le juge et la démocratie » ? Pour le Syndicat de la Magistrature, le processus de dégradation des libertés s'est accéléré ces dernières années : sur le plan juridique, cela s'est traduit par l'apparition de quatre notions nouvelles.

AFFAIRE MESRINE ET « LEGITIME DEFENSE PERMANENTE »

La plus récente est celle de la « légitime défense permanente », une formule commise par le procureur général de Paris, Le Guénéhec, après la mort de Mesrine. Cette idée qui permet de justifier après coup les règlements de compte entre la police et des truands n'est-elle pas un encouragement ouvert à la pratique du tir instinctif en toutes circonstances ? Mesrine a-t-il esquissé un geste menaçant ? Peut-être, mais sa compagnie a été abattue, désarmée, hors de la voiture. Peut-on parler de légitime défense ? Coïncidence troublante : peu après, à Orléans, un automobiliste, innocent et désarmé, était abattu par un policier. « Accident », bavure ? Signe en tout cas que certains policiers sont prêts à faire parler la poudre en premier lieu.

A partir de la mort, célébrée en haut lieu, d'un truand peu recommandable, s'insinue donc une idée dont les conséquences peuvent être graves pour tous, et qui permettra de couvrir les pires excès policiers. Le Syndicat remarque d'ailleurs que les déclarations officielles contre le « laxisme » des juges ont sûrement encouragé cette attitude des policiers ainsi que l'apparition de groupes d'extrême-droite genre « légitime défense » ou « honneur de la police ».

LE FLAGRANT DELIT PERMANENT

Apparue l'an dernier pendant l'affaire Empain, une autre notion ne manque pas d'inquiéter, celle de « flagrant délit permanent ». Grâce à elle, des lois repoussées par le Conseil constitutionnel (après avoir été votées par l'Assemblée) sont entrées en pratique, telle que la fouille des véhicules.

Plus généralement, c'est toute la procédure de flagrant délit que remet en cause le Syndicat de la Magistrature, qui observe au passage qu'elle est surtout en vigueur à Paris. Jugements scandaleux comme celui rendu après la manifestation du 23 mars, réduction des droits de l'inculpé par l'absence d'information contradictoire : il faut la suppression de cette procédure, d'autres formules existantes pouvant la remplacer. Quant à l'argument de Peyrefitte selon lequel cette procédure permet à des petits délinquants de ne pas moisir en détention préventive, il ne saurait convaincre : rien n'oblige un juge d'instruction à prononcer automatiquement une mise en détention.

« CRIMES ODIEUX », DISCOURS SUR LA « SECURITE »

Qu'il s'agisse du débat sur la peine de mort, ou des récentes extraditions de Piperno et Pace, une idée revient souvent, explicitement ou non, celle de « crime odieux ». Dépourvue de toute base juridique, elle n'en sert pas moins à justifier des décisions révoltantes : ainsi, dans l'extradition de Piperno et Pace, sans même parler de la mineur des dossiers, elle permet d'escamoter le caractère politique de l'affaire.

Enfin, quatrième notion dangereuse relevée par le Syndicat de la Magistrature et qui recouvre un peu toutes les autres : le discours permanent sur la « sécurité ». La conséquence pratique qu'en tire en effet le pouvoir, c'est la nécessité de sacrifier certaines libertés pour sauvegarder la « sécurité », notamment celle de l'Etat.

Ainsi, selon le Syndicat de la Magistrature, on assiste à l'inquiétante apparition d'un nouvel état de droit qui restreint gravement le libéralisme affiché des principes juridiques actuels.

L'EXECUTIF ET LE JUDICIAIRE. L'AFFAIRE BOULIN

D'un récent colloque or-

ganisé avec les magistrats de plusieurs pays européens, le Syndicat de la Magistrature a retiré l'idée que la situation des magistrats français est relativement « préhistorique » en ce qui concerne leur prétendue indépendance. Qu'il s'agisse de l'attribution des dossiers aux juges d'instruction, de la plupart des spécialisations, de l'organisation des chambres correctionnelles, ce ne sont pas des critères objectifs qui décident, mais la « cuisine interne ». Il y a un an, à Béthune, une chambre dont la jurisprudence en matière de droit du travail ne plaisait pas (elle avait par exemple condamné un patron, Leleu) a été démantelée par le président, seul maître des affectations.

Que l'exécutif (le ministère de la justice) intervienne par l'intermédiaire du Parquet dans les affaires délicates, c'est une évidence. A cet égard, le communiqué de Peyrefitte à propos des accusations lancées par Boulin est bien discret. Et pourtant !

Après qu'un président de chambre d'accusation ait saisi le juge Van Ruymbeke de l'affaire Tournet-Boulin en mars 1979 (pourquoi à ce moment-là ? Elle traînait depuis quatre ans...), le Parquet général a reçu de droit les rapports du juge puisqu'il s'agissait d'une « affaire signalée » (portant une pastille rouge...). La direction des affaires criminelles au ministère en a reçu des doubles. Peyrefitte était donc au courant. Pourquoi n'en a-t-il pas parlé, pourquoi n'a-t-il pas donné les dates de ces rapports ? demande le Syndicat de la Magistrature qui observe ensuite que l'enquête sur la violation de l'instruction a été faite à moitié. Le procureur de Paris (pourquoi lui, au fait, l'instruction se menant à Caen ?) a convoqué Tournet et le juge d'instruction. La première fuite est attribuée à Tournet, mais les autres fuites ? Ce n'est pas le juge d'instruction, dit le procureur. Alors ? Pourquoi n'avoir pas convoqué aussi Peyrefitte ?

Lutter contre l'arbitraire, contre les pressions diverses (et pas nécessairement directes), sur les magistrats, cela fera l'objet de propositions précises au congrès. Avec comme « gros morceau », le nouveau statut de la magistrature, dirigé contre les jeunes magistrats et visant, à terme, à obtenir des « juges aux ordres ». Il s'agira de déterminer quelles seront les suites à donner à la journée de grève appelée par le Syndicat de la Magistrature il y a quelques jours.

QDP - HR
Claude ANCHER

Des positions de syndicats enseignants sur l'avortement et la contraception

LA manifestation du 24 novembre est nationale et unitaire : syndicalistes et organisés politiquement se coudoieront dans la rue ce jour là. Nos lecteurs connaissent la position de nos deux Partis sur cette marche.

Cette manifestation possède sans conteste un caractère politique, mais les revendications politiques ne sont pas l'exclusive des partis, les organisations syndicales, par conséquent leurs adhérents, sont hautement concernés.

C'est dans cette perspective et à titre d'information que nous publions les prises de position du SGEN-CFDT, de la FEN, du SNI.

L'unité à la base doit se faire ce samedi-là, nous devons convier les camarades avec lesquels nous militons dans les mêmes sections syndicales à participer à cette manifestation.

FEN :

« Le secteur éducation est intervenu avec les autres organisations syndicales et dans le groupe IES pour défendre le droit à l'IVG ». SNI :

« Il revendique : l'abrogation des lois décrets et textes réglementaires à caractère répressif actuellement en vigueur (...). Exige : la reconnaissance de l'IVG comme un acte médical, la prise en charge par la Sécurité sociale des dépenses résultant de l'IVG, l'aide médicale gratuite étant assurée à celles qui ne peuvent en bénéficier, la suppression des discriminations à l'égard des femmes étrangères, l'évolution de la législation pour permettre à une femme mineure de recourir librement à l'IVG, l'assouplissement du délai après la conception imposé pour l'IVG ».

Le SGEN-CFDT : « Il y a bien là (diffi-

cultés d'information sur la contraception et les possibilités d'interruption de grossesse) matière pour une organisation syndicale d'intervenir pour que soient réunies les conditions d'exercice d'une liberté pour celles qui veulent l'utiliser (...). On peut ajouter que des personnes jugent normal « la clause de conscience » pour les médecins en ce domaine, mais qu'à l'inverse, ces mêmes personnes ne songent pas à donner les moyens aux femmes d'exercer leurs droits à l'IVG.

Le fait qu'il y ait la contraception ou en ultime recours l'IVG est un instrument de cette libération (...). Or, la possibilité de posséder un droit à ce niveau est un des moyens de rompre cette domination et cette aliénation qui pèsent sur elle ».

Le PCML et le PCRml défilent ensemble. Le rendez-vous est à 14 heures au métro Bréguet-Sabin.



ZAMBIE

Mobilisation générale contre l'agression rhodésienne

DIMANCHE et lundi 18 et 19 novembre, les forces de l'armée raciste de Salisbury ont bombardé plusieurs ponts et plusieurs routes en Zambie, coupant presque totalement les communications de ce pays et de sa capitale avec l'extérieur. Au moment, où la conférence de Londres sur le Zimbabwe paraît près d'aboutir, le

régime de Salisbury veut exercer des pressions accrues sur la Zambie, un des pays de la ligne du Front qui soutient le mouvement de libération du Zimbabwe et qui accueille des réfugiés et des combattants de la ZAPU.

Face à cette agression d'une ampleur sans précédent, le président zambien Kaunda a décrété une mobilisation générale des for-

ces armées ainsi que le rappel des réservistes. Il a déclaré que la Zambie était « désormais en situation de guerre généralisée » avec le régime rhodésien, ajoutant : « Chacun doit être prêt à répondre à l'appel ».

Il a également demandé un soutien international renforcé à la fois pour la Zambie et pour le Front patriotique du Zimbabwe.

Conflit à Nice-Matin

Par la volonté de son PDG, *Nice-matin* ne paraît plus depuis 11 jours. Le conflit prend de l'ampleur.

CELA fait maintenant onze jours que l'unique quotidien du Sud-Est, *Nice-matin*, ne paraît plus. Et les Niçois se rendent compte du vide qu'il laisse dans toute la vie économique et sociale de la région. Le marché de l'immobilier qui transite à 90 % par les annonces du journal est paralysé. Les salles de cinéma, de théâtre, voient leur fréquentation baisser brutalement, les Niçois ne connaissant plus les programmes. On pourrait parler ainsi de tout un tissu d'activités organisées autour et au travers de *Nice-matin*. Des voix, y compris parmi la bourgeoisie locale, s'élèvent pour réclamer le redémarrage de l'entreprise à M. Bavastro, le PDG. Car la manœuvre du début a fait long feu. Il est désormais clair pour la majorité des Niçois que c'est le PDG et lui seul qui est responsable de cette situation : il n'y a pas grève du personnel, il y a M. Bavastro qui refuse de donner du travail aux 75 clavistes (sur 85) qui refusent le contrôle individuel informatique. Pour rétablir la vérité, les travailleurs de *Nice-matin*, le syndicat CGT du Livre se sont donnés des moyens exceptionnels : dimanche 18 novembre, un journal spécial sur 4 pages était diffusé

à 50 000 exemplaires. Mercredi 21 novembre paraissait un 8 pages à 100 000 exemplaires, plein de révélations, de mises au point, refusant de céder le terrain à l'intoxication patronale. Cet effort porte incontestablement des fruits dans l'opinion. Dans l'entreprise, Bavastro s'est employé à dresser le personnel administratif et rédactionnel contre « les techniques qui par leur attitude menacent l'existence du journal ».

Des pétitions réclamant au personnel technique qu'il cède aux exigences de Bavastro concernant le contrôle informatique circulent. Mais ces manœuvres semblent marquer le pas depuis que le PDG a refusé de donner suite aux propositions de compromis du syndicat.

Les clavistes de leur côté sont soudés comme les doigts de la main. Organisés de manière très démocratique, mobilisés dans de nombreuses commissions de travail, leur lutte ne montre pas le moindre symptôme d'effritement, bien au contraire. Au grand dam de M. Bavastro. Si depuis le 15 octobre, les clavistes refusaient d'inscrire leur numéro, cela n'empêchait pas la parution du journal. Le PDG a donc voulu tenter un coup de force contre les clavistes. Pour quelles raisons ? Sans doute parce

que par ce chantage, il pouvait espérer isoler les « techniques » des autres travailleurs, non soumis, eux, au contrôle informatique.

Les ouvriers du livre sont massivement syndiqués à la CGT (275 sur 290), ils suivent le syndicat comme un seul homme et réclament outre de nombreuses revendications propres à leur catégorie, la garantie d'emploi et de ressource pour l'ensemble du personnel. Quoi qu'il en soit, la fédération du livre compte bien battre le fer de l'info. natiqne tant qu'il est chaud. Mercredi 21 novembre à partir de 11 heures, plusieurs centaines de travailleurs du livre de la région parisienne ont occupé le siège du syndicat national de la presse quotidienne régionale, place de l'Opéra, pour hâter la mise en place de la négociation sur un accord cadre concernant l'informatique dans la presse. Les clavistes de *Nice-matin* en ce qui les concerne n'entendent pas se soumettre au contrôle informatique tant que l'accord cadre n'aura pas été signé. Cependant, comme il existe de nombreuses revendications en suspens dont certaines ne coûteraient rien à l'entreprise : réintégration d'un travailleur licencié abusivement, extension de la garantie de l'emploi et de ressource à tout le personnel, réduction du temps de travail (deux jours de repos au lieu d'un tous les huit

jours), etc., les clavistes pourraient néanmoins accepter de remettre leur numéro si la direction manifestait sérieusement son intention d'entamer les discussions autour des revendications.

Mais voilà, pour M. Michel Bavastro, PDG de *Nice-matin* depuis 30 ans, à la tête d'un empire dont le chiffre d'affaire dépassait en 1978 les 21 milliards de centimes, il n'est point question de céder.

Pour le moment.

Correspondant Nice

ALSTHOM-BELFORT

Les recommandations gouvernementales acceptées par la direction Alsthom

MERCREDI 21 novembre, au cours d'une assemblée générale, les organisations syndicales ont présen-

té à l'ensemble des grévistes les nouvelles propositions de la direction d'Alsthom. Ces nouvelles propositions sont, en fait, les recommandations gouvernementales que la direction Alsthom reprend à son compte, tout en considérant d'ailleurs qu'elles vont « au-delà de ce qu'elle estimait possible d'accepter pour préserver l'équilibre d'exploitation de la société et de l'emploi futur ».

Voilà bien une déclaration qui cache, assez mal d'ailleurs, le dépit de la direction à devoir céder.

Ces propositions constituent une modification sensible de la position de la direction de l'Alsthom. Elles se résument ainsi :
- Paiement immédiat de 70 % du 13e mois et intégralement en 1982 sans que cela soit pris sur les augmentations de salaire ;
- Salaire minimum de 2 650 F sur la base de 40 H hebdomadaires. Auparavant, ce salaire était de 2 487 F pour un OS.
- Un jour de congé pour dix ans d'ancienneté et quatre pour 30 ans ;
- Enfin, le droit aux prochains congés ne sera pas touché par les journées de grève.

Cet ensemble de propositions fait actuellement l'objet d'un examen et d'une discussion par les ouvriers qui luttent aujourd'hui depuis plus de cinquante-six jours. Les organisations syndicales ont eu un nouvel entretien avec la direction de l'Alsthom afin de voir préciser un certain nombre de points, notamment la non-poursuite de travailleurs pour des actes liés à la grève.

Un vote interviendra prochainement qui décidera ou non de la poursuite de la grève.

ment des centres actuels vont provoquer un bouleversement profond de l'organisation des services financiers des PTT. Déjà, des rumeurs alarmantes font état de 1 800 suppressions d'emplois au grand centre d'Orléans-la-Source qui rassemble plus de 3 000 agents dont 2 300 pour les seuls chèques postaux. Pour l'instant, rien de confirmé mais la vigilance est de rigueur. Inaugurant à Paris, le 4 octobre dernier, l'un des premiers bureaux de poste équipé d'un terminal financier, Norbert Segard déclarait : « La mutation technologique en cours ne pourra être pleinement maîtrisée qu'avec la participation active de tous les postiers ».

Gageons que les postiers ne l'entendent pas de cette oreille et sauront par leur action éviter d'être les sacrifiés du progrès.

Rémi DAINVILLE

JOURNÉE NATIONALE D'ACTION CGT-CFDT DES SERVICES FINANCIERS DES PTT

Les sacrifiés du progrès

CE jeudi 22 novembre, c'est le deuxième rendez-vous d'automne pour les postiers : dans la foulée de la grève du 25 octobre dernier, qui avait été massivement suivie, les fédérations CGT et CFDT appellent à une journée nationale d'action pour les services financiers qui rassemblent les centres de chèques postaux (CCP), les Caisses nationales d'épargne (CNE) et les centres de contrôle des mandats (CCM). La poste est entrée dans l'ère de la télématique, comme cela ressort clairement d'un document que le cabinet de Norbert Segard a distribué le 12 octobre dernier à toutes les organisations syndicales. Au-delà des discours futuristes, une réalité est en train d'apparaître pour les milliers de travailleurs des services financiers des PTT : l'emploi et les conditions de travail vont subir une attaque frontale d'importance.

ou six années. Pour l'instant, dix bureaux ont déjà été équipés de la sorte dans la région de Nantes et un à Paris.

A la fin de 1980, 247 bureaux de ces deux régions seront équipés et, en 1981, 245 bureaux pour ces deux régions et la ville de Marseille viendront compléter le programme.

Cet édifice est complété par diverses mesures dont l'extension de distributeurs automatiques de billets dans les bureaux, l'installation de distributeurs de billets communs banque-CCP dans les métros, centres commerciaux, RER, aéroports... et la généralisation des guichets automatiques.

A MARCHÉ FORCÉE

Cette informatisation à marche forcée se traduira dans les centres de chèques postaux par une uniformisation des méthodes d'exploitation à l'aide de deux filières en usage : IBM et CH-HB. La première filière sera mise en œuvre en 1981 à Nantes, en 1982 à Rennes et Toulouse, en 1983 à Lyon et Marseille, en 1984 à Ajaccio, Lille, Paris, Orléans. La deuxième filière sera appliquée au début de l'année 1980 à Bordeaux, en 1981 à Strasbourg, en 1982 à Chalon et Grenoble, en 1983 à Montpellier, Clermont, Rouen, en 1984 à Limoges, Dijon, Nancy.

Qu'en sera-t-il des repercussions sur l'emploi ? Pour l'instant, c'est le flou intégral, mais en cela l'administration pratique une politique qui n'est certes pas nouvelle. La suppression d'un certain nombre de tâches de saisie et de contrôle, l'éclatement de la gestion des CCP et des livrets de CNE vers les bureaux de poste au détri-

CHR-ORLEANS

Quand restriction s'accordent avec répression

ACTUELLEMENT, c'est une attaque sans précédent qui touche les hôpitaux et l'ensemble du secteur sanitaire et social. Au CHRO (Centre hospitalier régional d'Orléans) cela se traduit par 325 licenciements, 90 lits de pédiatrie, cardiologie et médecine générale qu'on veut supprimer, des restrictions sur le personnel, le

matériel et les produits. Mais pour que le gouvernement mène à bien cette politique, il lui faut essayer d'affaiblir la riposte ; alors, c'est au peu de libertés syndicales que l'on s'attaque.

Déjà, après la grande grève de 1978, une plainte avait été déposée contre 7 hospitaliers. Cette affaire s'est terminée par un non-lieu.

Aujourd'hui, non seulement le non-lieu a été cassé et la plainte est relancée, mais de plus un responsable syndical CFDT, Rivière Henry, est inculpé d'atteinte à la liberté du travail ! - Alors qu'il est déjà difficile de faire grève dans un hôpital du fait de l'existence des malades ;

- Que la loi sur les services non faits est en soi une atteinte au droit de grève dans les services publics et permet de faire des retenues sur les salaires, même si l'on a travaillé 7 H 45 sur 8 ;

- Que la direction se permet de faire arracher les banderoles syndicales apposées sur les grilles, les jours de grève, par une entreprise de déménagement ;

- Que les acquis sont un par un remis en cause ; Voilà qu'on veut intimider les travailleurs en attaquant leurs représentants syndicaux !

Une délégation a accompagné Rivière chez le juge d'instruction et un communiqué des sections CGT-CFDT du CHRO lui a été lu. Il dénonçait l'arbitraire de l'inculpation et la gravité des attaques portées à notre secteur.

Une motion de soutien a été adressée par les sections d'Orléans du PCML au camarade inculpé et à sa section syndicale.

Correspondant Nancy

Manifestation à Nancy pour la liberté de l'avortement et de la contraception

PRES de 500 personnes ont manifesté samedi 17 novembre pour la liberté de l'avortement et de la contraception. Une centaine de personnes se sont retrouvées ensuite salle Saint-Nicolas pour débattre des problèmes de l'application de la loi Veil.

Il n'existe, en effet, qu'un seul centre d'orthogénie en Meurthe-et-Moselle. Quand on connaît la configuration du département, cela signifie des difficultés pour les femmes de Long-

wy qui désireraient avorter. De plus, à ce centre, on dissuade les femmes d'avorter ou on les dirige souvent vers le secteur privé.

Cette journée d'action organisée par le Collectif pour l'application et l'extension de la loi Veil, est soutenue par la CFDT, CSCV, PS, PSU, CAS, LCR, UTCL et PCML.

Un absent : le PCF qui préférerait organiser seul le même jour un meeting sur le même thème plutôt que de s'associer à une action unitaire.

Lettre de Pékin (suite)

De Suzanne Bernard

DANS notre précédente édition, Suzanne commençait sa lettre en nous faisant part de ses premières impressions après son arrivée en Chine. Nous publions ci-dessous de larges extraits de la suite de sa lettre.

Il me faut aborder maintenant mon expérience personnelle. Ce que je vais essayer de faire avec la plus grande sincérité.

C'est par le travail, à travers le travail, que j'ai tant soit peu pénétré — et très progressivement — ce que représente, dans la vie de tous les jours, le socialisme chinois. En France, toutes mes expériences de « travail » avaient été négatives. Je découvrais vite l'aliénation, l'exploitation. Je sentais que je mettais ma force de travail au service d'un « capital », que je n'étais qu'un objet à produire dans la grande machine capitaliste... Tout cela pour survivre, pour manger !

Ici, au bureau, je ne fais pas un travail créateur. Je corrige, je remanie les textes des autres. Travail parfaitement anonyme, comme l'est celui de chacun de mes camarades... Mais là où les choses sont différentes, c'est que je n'ai jamais l'impression d'une aliénation, ni d'une activité inutile. J'y trouve même plutôt quelque chose d'exaltant ! Nous sommes une quinzaine à travailler dans la section française de la revue « Littérature chinoise » (j'y suis la seule française). Que la littérature chinoise, classique et moderne soit connue et appréciée : voilà notre but. Mais à partir de cela, c'est tout un style de travail et des rapports nouveaux que j'ai découverts de jour en jour. Chacun fait le maximum et « personnalise » son travail. J'entends par là que nous développons nos qualités particulières dans le travail, et que c'est justement au cœur de ce travail collectif que peuvent progresser les « personnes ». Ce qu'il y a de plus important, c'est assurément, pour chacun d'entre nous, le sentiment profond de son utilité et de sa responsabilité... Interrogez les gens qui ont travaillé en Chine. S'ils sont honnêtes, ils ne vous diront pas autre chose : en Chine, le travail prend un sens ! Et nous sommes entourés de camarades chinois qui nous donnent l'exemple d'un travail sérieux, d'un grand désir de connaissances, de l'amour du travail bien fait, enfin d'un dévouement sans limites...

Cela aussi c'est une leçon. C'est toute la notion de travail qui est à repenser dans le contexte socialiste, de même que le rôle de l'individu par rapport au travail et par rapport à la collectivité. Ainsi n'ai-je pas une seconde l'impression de travailler pour un salaire, mais plutôt, grâce au travail, de pouvoir m'intégrer à un vaste ensemble... C'est ce qu'on appelle « apporter sa modeste contribution à l'édification du socialisme ». Avant, ces mots ne me disaient pas grand chose. Des mots, comme je l'ai dit tout à

l'heure... Mais peut-être, à travers mon cas personnel ; pouvez-vous commencer, vous aussi, à leur donner leur vraie signification. (...)

MILLE POINTS ÉMERGENT. SE BOUSCULENT

En vous écrivant, mille points émergent, se bousculent. Trop à dire ! Que choisir ? Aujourd'hui plus que jamais, vous le savez, tout bouge en Chine ! Des débats s'ouvrent en même temps que les cerveaux, enfin « libérés » du carcan fasciste des Quatre ! ... La caricature connaît un grand réveil. On revalorise les intellectuels, hier durement persécutés, et on revalorise aussi l'amour, sujet considéré « bourgeois » et tabou pendant dix ans !

De grandes questions sont posées : Qu'est-ce que la démocratie socialiste ? Les droits de l'homme ? La justice ? Le centralisme démocratique ? etc. Dans toutes les entreprises et usines, l'accent est mis sur la qualité. La science et la technologie sont en plein élan. Et l'ouverture de la Chine vers l'extérieur suscite des controverses passionnées : quoi et comment apprendre des pays étrangers ? (« Quand on a appris le procédé de fabrication des chapeaux, on doit l'utiliser pour confectionner des chapeaux chinois », disait le Président Mao, en 1956...)

Occidentalisation, sinisation sont à l'ordre du jour... Toute la Chine, aussi, est affamée de spectacles, de concerts, de livres, de culture ! L'année dernière, dès cinq heures du matin, devant le Palais des Beaux-Arts, des centaines de travailleurs se pressaient pour voir l'exposition consacrée aux peintres et aux paysans français du XIXe siècle.

PARTOUT L'ÉLAN EST DONNÉ ET L'AVENIR S'OUVRE

Suzanne Bernard nous donne ensuite ses impressions lors des visites de communes populaires, d'usines, de fabriques d'art artisanal, d'écoles, d'hôpitaux. Elle est frappée par les progrès réalisés par rapport à la Chine ancienne, les résultats déjà obtenus et l'ardeur du peuple chinois dans cette nouvelle Longue Marche que constitue la modernisation socialiste...

Partout, l'élan est donné et l'avenir s'ouvre... C'est comme si la Chine, grand corps hier assoupi, en proie à un mauvais rêve, aujourd'hui s'éveillait et respirait à pleins poumons... Un gigantesque réveil, qui secoue toutes les sphères d'activités, et tous les esprits aussi ! En traversant la campagne magnifique, toute dorée, où les maisons émergent à fleur de terre dans un espace immense, et où les paysans apparaissent ici et là, ployés vers le sol, sous leurs grands chapeaux, j'ai pensé à Arthur ! Il avait vu juste, bien avant la plupart d'entre nous ! Lors d'une de nos

dernières rencontres, il m'avait confié : « Tu sais, j'étais souvent choqué par certains articles qu'on recevait de Chine, au temps de la bande des Quatre... On disait par exemple qu'un paysan révolutionnaire ne devait pas désirer la mécanisation... C'était révisionniste de vouloir améliorer ses conditions de vie et de travail... Moi, je pensais : comment ne peut-on pas souhaiter le progrès ? Est-ce que je ne suis plus communiste depuis que j'ai un tracteur ? ». Il avait ri alors. De nouveau, j'entends sa voix, en regardant à Hangzhou des hommes, torse nu, ruisselants de sueur, attelés à des charrettes pleines de pierres, sous un soleil torride...

ENTRETIENS AVEC DES ÉCRIVAINS ET ARTISTES CHINOIS

A Shanghai, j'ai l'honneur et la joie de pouvoir m'entretenir dans ma chambre d'hôtel avec deux écrivains : Chen Bo-chui, spécialisé dans la littérature pour enfants, et Ru Zhi-juan, femme de lettres appartenant à la rédaction de la revue *Littérature de Shanghai*. Nous bavardons amicalement pendant plus de trois heures.

Depuis l'écrasement de la bande des Quatre, le milieu littéraire s'est reconstitué, et on essaie de résoudre peu à peu les problèmes qui se posent aujourd'hui, en particulier ceux des jeunes écrivains privés de culture, de livres — tant chinois qu'étrangers — depuis ces dix dernières années !

— Nous mêmes, dit Ru Zhi-juan, nous sommes loin de nous être complètement débarrassés de l'influence des Quatre... Il faut souvent lutter contre soi-même, on nous a répété tant de fois des choses erronées... Au début, des jeunes venaient à la revue en nous demandant quoi écrire ! Ils avaient l'habitude, sous les Quatre, de traiter les thèmes que leur imposaient les rédactions des revues... en suivant, bien entendu, les conventions des huit pièces modèles !... C'est dans cette ambiance que les jeunes écrivains ont grandi ! Aussi, une de nos premières tâches est-elle de former la nouvelle génération...

Les bibliothèques ont à nouveau ouvertes, des œuvres littéraires célèbres, chinoises et étrangères, paraissent un peu partout. Et puis aujourd'hui, les écrivains peuvent se rendre dans les campagnes, dans les usines, pour, comme le dit Ru, « connaître la vie et écrire la vie »... Beaucoup d'écrivains pénètrent également dans les milieux scientifiques, afin de mettre leur plume au service de la réalisation des Quatre Modernisations... La littérature devient un vaste champ d'activités où chacun peut donner le meilleur...

Pour finir, nous abordons les conditions de vie et de travail des écrivains chinois. Je suis passionnée. Je n'ouïs pas de poser des questions, de demander des précisions, des détails. Je connais, hélas, la marginalité



Suzanne Bernard, écrivain français, auteur du *Temps des Cigales* et de *Histoire d'un paysan révolutionnaire français* (Arthur Chave : c'est de lui qu'elle parle en toutes lettres), en compagnie de Mao Dun, célèbre écrivain chinois.

dans laquelle vivent chez nous les écrivains pauvres ! J'ai fait l'expérience de cette misère-là, et aussi de la grande misère morale dans laquelle vivent les artistes non intégrés aux « valeurs » du système capitaliste... Comme je m'entretenais de cette situation avec Mao Dun, lorsque celui-ci m'accorda, il y a quelques mois, plusieurs entretiens, il avait établi un frappant parallèle entre ces écrivains et les écrivains chinois des années trente.

J'apprends qu'aujourd'hui les écrivains professionnels touchent d'une part un salaire, d'autre part, une rémunération unique, quand ils ont terminé un livre, avant sa publication. Un certain nombre d'œuvres n'est pas exigé, mais un plan de travail sur plusieurs années. Le salaire est bien sûr indispensable pour vivre (Pa Kin est le seul écrivain chinois qui puisse s'en passer). Mais ce salaire n'est pas fonction des œuvres, il est tout simplement celui que l'écrivain percevait dans la vie active, avant d'être un écrivain professionnel (cadre, enseignant, etc.). On le voit, la création littéraire se trouve complètement libérée du « matériel ». Plus de relation de cause à effet, comme chez nous, entre l'œuvre et le gain !

Le problème principal demeure le logement. Chaque écrivain ne dispose pas toujours d'un bureau pour travailler... Mais l'essentiel, c'est bien sûr, que « la vie de tous est garantie ».

DES PROBLÈMES, BIEN SÛR, MAIS AUSSI LA CONFIANCE ET L'ESPOIR

Alors, tout est parfait en Chine ? Et je suis une inconduite ! Non... Il existe bien sûr des problèmes ! En particulier, à l'échelle individuelle et familiale, en raison de conditions de vie encore dures. Et puis la voie de la modernisation sera semée de difficultés et d'épreuves. Mais aujourd'hui, l'avenir est ouvert, la confiance possible, l'espoir !... Ainsi que nous l'a déclaré le Président Hua, dans son allocution à la réception où nous étions invités pour fêter le 30e anniversaire de la fondation de la République populaire : « Notre cause est juste, notre orientation est juste, notre peuple est uni ! ».

Après le banquet, ce soir-là, nous nous sommes longuement promenées, mon amie chinoise et moi, aux alentours de la Place Tien An Men. Une foule dense emplissait les avenues. Des milliers d'ampoules électriques multicolores brillaient dans les arbres. D'innombrables drapeaux rouges flottaient dans le vent. La lune apparaissait et disparaissait derrière les nuages, la nuit était douce, tout le monde, hommes, femmes, enfants, souriant, détendu...

C'est sur cette image optimiste que je vous quitte, chers amis et camarades. Ma tâche, ici, est plus facile que la vôtre ! Je salue votre combat, et souhaite de tout cœur le proche rassemblement de tous les marxistes-léninistes, dans l'unité et la fraternité.

Avec vous,
Suzanne BERNARD

P.S. Ce vendredi 5 octobre, 21 heures, de retour d'une causerie : Ding Ling, femme écrivain de 75 ans, 20 ans de

silence. D'abord taxée de « droitière », puis cruellement persécutée par les Quatre... 12 ans passés dans le Grand désert du Nord... — Maintenant, je reviens à la surface, dit-elle avec une jeunesse et un dynamisme étonnants. Et je veux écrire pour mon Parti et pour mon peuple.

Après avoir raconté sa vie, elle conclut :

— J'ai lu des articles venant de l'étranger consacrés à Ai Qing, à moi-même, ainsi qu'à d'autres écrivains chinois, accusés à tort et persécutés. Ces articles font preuve de sympathie à notre égard, mais leurs auteurs voudraient faire croire que nous appartenons à l'opposition, et que nous sommes des contestataires du pouvoir. Ils calomnient le PCC en disant qu'il se comporte d'une manière atroce envers les intellectuels. Tout cela est faux, et je m'insurge contre cette version des choses. Dans notre jeunesse, nous avons vécu la guerre, nous avons été éduqués par le Parti, puis nous sommes passés par de grandes épreuves, mais notre cœur est toujours pour le Parti. Sans Parti, nous ne pourrions pas vivre. Le Parti, c'est notre foi ! Nous sommes pour le Président Mao, et pour l'orientation donnée aux écrivains par le Président Mao ! Nous continuerons à écrire pour le Parti et pour le peuple ! On ne pourra jamais nous réduire au silence.

Les postiers à l'action contre tout licenciement

MERCREDI 21 novembre, 9 h : une importante délégation CGT-CFDT du centre de tri-paquets de Lille est à nouveau allée rompre la tranquillité qui semble toujours régner à la direction départementale des postes. Ces travailleurs entendaient ainsi protester contre des licenciements qui devaient frapper une vingtaine d'auxiliaires (voir HR du 26 octobre). La direction départementale a confirmé qu'elle entendait envoyer des lettres de licenciement pour la fin de ce mois de novembre et que seuls 7 auxiliaires ayant plus de six mois d'ancienneté seraient gardés. Ces licenciements interviennent alors que le trafic du CTP (centre de tri-paquets) n'est plus écoulé par le centre et qu'en permanence 20 wagons de paquets restent à quai chaque jour. De plus, le centre de tri automatique de Lezennes, ouvert depuis le 1er octobre dernier, est lui engorgé et une partie de son trafic est détournée sur Valenciennes, Roubaix, Tourcoing et même Dunkerque, pour y être traité... en heures supplémentaires ! Une incohérence ? Mais moins qu'il n'y paraît :

- Diminution d'effectifs
- Conditions de travail qui se dégradent ;
- Salaires qui stagnent et heures supplémentaires.

Il existe bien derrière tout cela une certaine cohérence : c'est la volonté de rentabiliser à tout prix. Les postiers lillois sont assurés du soutien de notre Parti et de la solidarité qu'il cherchera à développer auprès de la population qui doit aussi subir les contre-coups de cette rentabilisation. Il n'est pas rare de voir des lettres pour Lille mettre six jours pour arriver et parfois plus.

Correspondant Lille

PROLÉTARIAT

VA PARAÎTRE
PASSEZ VOS COMMANDES,
ABONNEZ-VOUS !

Abonnement 1 an 52 F
Abonnement de soutien 80 F
Abonnement 1 an + 4 numéros précédents... 70 F

Chèque bancaire à l'ordre de
PROLÉTARIAT

Chèques postaux à l'ordre de
PROLÉTARIAT CCP 2130 89 H Marseille

Bulletin à envoyer à PROLÉTARIAT BP 320
13213 Marseille Cédex 1

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner à partir du N°
Je souscris à l'offre spéciale 1 abonnement
+ 4 numéros précédents (*).
Je verse la somme de

NOM

ADRESSE (écrire en capitale)

CODE POSTAL

VILLE

(* Rayer la mention inutile.)

Avec le Parti



BUTIONS... CONTRIBUTIONS... CONT

Contribution d'un
camarade délégué
CGT à Erickson-Brest



Quel rôle pour notre Parti lorsque le PCF et la CGT durcissent leur ligne ?

DANS le cadre de la tribune libre ouverte dans le quotidien pour la préparation du 4e congrès, je vous transmets ma contribution : « Quel rôle pour notre Parti lorsque le PCF et la CGT durcissent leur ligne ? ». Il n'y a pas si longtemps, parmi les arguments que nous utilisons pour attaquer le PCF, il y avait :

- Les concessions énormes que le PCF faisait au PS (lors de la « belle époque » du Programme commun) ;

- Le fait que le PCF s'opposait très souvent aux luttes des travailleurs (à cause du Programme commun, disait-on).

Dans la période actuelle, ces deux points n'ont plus grande signification. Et de façon plus générale, je trouve que le Parti n'a pas une analyse très approfondie de la ligne actuelle développée par le PCF et la CGT. Cette lacune amène un certain syncrisme à l'égard de cette ligne chez beaucoup de camarades : par exemple, le passage de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque à la CGT est présenté comme une grande victoire pour les travailleurs. Des camarades écrivent même qu'on devrait prendre encore plus clairement position en faveur de cette ligne actuelle du PCF et de la CGT. Il y a même des camarades qui pensent que le PCF est mieux que notre Parti et qui nous quittent sur cette base.

Faute d'analyse sérieuse, j'ai bien peur que le Parti se cantonne à être simplement une force d'appoint au service de la ligne actuelle PCF/CGT.

Je pense qu'on doit se poser un certain nombre de questions sur cette ligne :

- Les motivations des dirigeants politiques et syndicaux qui sont à l'origine de cette tactique n'ont que peu de choses à voir avec les intérêts des travailleurs. Il s'agit en effet pour le PCF d'essayer de dépasser le PS (en vue des élections) et cette tactique semble la plus appropriée pour obtenir ce résultat (si une tactique contraire avait eu des chances d'apporter le même résultat, ils l'auraient adoptée sans scrupules, comme c'était le cas lors du Programme commun).

Pour la CGT, il faut faire face à la baisse vertigineuse des syndiqués (des dizaines de postes de permanents ont été supprimés faute de rentrées suffisantes) et aussi à l'approche des élections prud'homales, il est temps de refaire l'image de marque de seul syndicat de classe en France...

- Une des caractéristiques fondamentales de cette tactique, c'est le sectarisme (par rapport au PS et à la CFDT). Le résultat, c'est une aggravation de la division de la classe ouvrière. Ne serait-ce que pour cette raison, cette tactique est viciée à la base et se condamne à n'avoir d'ailleurs que peu de résultats car sans l'unité, on n'ira pas loin. Quand on fait le bilan des luttes menées sur cette tactique depuis la rentrée, les résultats sont-ils à la mesure des énergies dépensées ? (L'attitude patronale y est certes pour beaucoup mais la division a un rôle important également).

Les dégâts causés à l'unité, on en mettra du temps pour les réparer ! Ainsi, à Erickson, où l'unité avait été sensationnelle lors de l'occupation en mars, le climat unitaire s'est dégradé depuis septembre. Des exemples d'attitudes sectaires, c'est par exemple maintenir volontairement l'autre syndicat à l'écart d'une proposition que la section fait aux travailleurs (pour en avoir la primeur et espérer en tirer seul les « fruits » (électoraux)). Ou alors lorsque la section CGT contacte la section CFDT, mettre en avant la position majoritaire de la section suite aux dernières élections pour refuser toute discussion : ils suivent ou non, un point c'est tout, et si la CFDT n'est pas d'accord, la CGT est prête à y aller seule. De toutes les façons, il est possible de se tirer d'affaire : si la CFDT « suit », ça prouve bien que la ligne de Maire n'est pas appliquée à la base ; dans le cas contraire, c'est bien la preuve que la CFDT est réformiste, sinon réactionnaire, et que seule la CGT...

La plupart des militants qui appliquent cette ligne le font en toute sincérité, persuadés de sa justesse, et on constate assez peu de divergences des militants de base du PCF par rapport à la ligne actuelle de leur parti. L'aspect qu'ils retiennent surtout, c'est l'aspect « lutte » de cette ligne, mais les cadres intermédiaires se chargent bien, eux, de mettre en valeur l'autre aspect, le sectarisme, qui, pour eux doit être principal. (Un éditorial du *Finistère Syndicaliste* qui est un modèle du genre à ce sujet).

Alors, servir de simple force d'appoint à cette ligne ? A mon avis, c'est tomber dans le piège qui nous est tendu. Les « gauchistes » (comme ils disent) leur sont bien utiles dans leur tactique actuelle à condition qu'ils se contentent de « durcir » les luttes (c'est bien leur « réputation », non ?). C'est dans ce but qu'ils proposent des postes de responsabilités (UL, UD, branches, fédés...) à des camarades, et ils se sentent assez forts sur leur ligne pour se le permettre ; et ça permet de redorer le blason « démocratique ».

La tactique actuelle PCF/CGT, si elle désespère plusieurs camarades, n'en marque pas moins des points au niveau des travailleurs et on risque de voir dans les prochaines semaines, le PCF se renforcer sensiblement car, la crise frappant dur les travailleurs, ceux qui impulsent le plus des luttes dures ont leur sympathie, ce qui est normal.

Alors que faire ? Dans l'immédiat, face à l'attaque frontale patronat-gouvernement, notre Parti sera utile si on avance rapidement sur les points suivants :

- L'unité : comment faire échec aux diviseurs le plus souvent possible ?

- La désyndicalisation, pourquoi ? (enquêter et centraliser).

- Quel type de syndicalisme ? Si les réponses apportées par Maire ne sont pas correctes, les questions posées sont importantes et on a l'impression de lire *l'Huma* en lisant certains articles de notre presse sur la CFDT.

Tout cela veut dire : faire autre chose que foncer tête baissée dans le sillage PCF/CGT qui revient (même si on parle sans cesse d'unité) à renforcer le sectarisme, la division.

Et pour la réponse à terme, je pense qu'elle se trouve dans une réflexion politique plus approfondie sur des points qui devraient être des points clés d'édification (et par voie de conséquence de démarcation d'avec le PCF), tels que :

- Le style de relations Parti/masses. Pour le PCF, le parti est « éclairé », il est le parti des travailleurs, ceux-ci doivent donc forcément suivre le parti ; si tel n'est pas le cas, comme la ligne ne peut être en cause, il suffit de la rabâcher X fois, d'être plus actifs, de militer plus, etc. En fait, les masses sont considérées comme des masses de manœuvre à qui on demande de soutenir et de voter pour le parti. Cela au lieu de la conception théorie-pratique-rethorique-re-pratique, etc.

- Le style de parti, le fonctionnement démocratique dans l'élaboration des décisions, de la ligne.

- Le type de société pour laquelle nous luttons. C'est une question qui intéresse vivement les travailleurs, leurs questions essentielles portant sur les libertés, les conditions de travail, de décision, le niveau de vie... On nous demande souvent : « Qu'est-ce que le socialisme nous apportera de plus, de différent de la société actuelle ? ». Tant qu'on n'aura pas de réponses sérieuses à apporter, les travailleurs nous apprécieront pour notre travail syndical, nous éliront comme délégués et... voteront pour la gauche aux élections politiques.

- Et pour arriver au socialisme, quelle méthode, quels moyens ?

Plus on avancera sur ces questions, plus on saura se déterminer de façon autonome par rapport à telle ou telle tactique syndicale et politique, et moins on « pilotera à vue » (comme j'ai un peu l'impression que c'est le cas actuellement où on tord sans arrêt la barre à 180°, comme pour passer du sectarisme des années passées vis-à-vis du PCF et de la CGT à la ligne actuelle que je trouve assez suiviste à leur égard et apportant très peu d'éléments aux camarades confrontés quotidiennement à la ligne actuelle PCF/CGT).

D'autre part, je trouve qu'il est important d'unifier le Parti sur le bilan du PCF depuis sa création. On a trop tendance à calquer pour notre Parti le PCF d'avant la période où on considère qu'il a dégénéré totalement, et tout était loin d'être parfait au PCF avant les années 50.

Salutations fraternelles

BREST

Chez T.I.M.O., l'action a payé, seule l'action a nouveau paiera

LA Timo : une entreprise de la réparation navale, 115 salariés à Brest, 70 à Lorient. Le 23 octobre, les syndicats CGT et CFDT de l'entreprise signaient un protocole d'accord au terme de trois semaines de lutte. Les travailleurs de la Timo obtenaient enfin le respect de l'accord national sur les classifications et le principe de la parité des salaires avec les autres entreprises de la réparation navale suivant un calendrier : 1er novembre, 1er janvier, parité totale au 1er avril, alors qu'existaient auparavant des différences de 2 à 3 F sur le salaire horaire.

Aussi décidaient-ils la reprise du travail, tout en mettant en garde la direction : « Une remise en cause des accords, serait-elle minime, motiverait un redémarrage plus ferme de l'action ».

LE PATRON RENIE SA PAROLE

Le patron prend son temps pour signer l'accord. Et quand il le renvoie à l'inspection du travail, c'est en ayant ajouté à la main une modification reportant à janvier 1980 (au lieu de novembre) le début du rattrapage avec la navale pour les tiers des travailleurs.

Cette mesure lui permettrait d'économiser ainsi un million d'anciens francs. Sans doute espérait-il aussi diviser les travailleurs qui avaient, à l'exception d'une dizaine de « jaunes », mené une lutte ferme, dans l'unité.

LES TRAVAILLEURS NE RENIENT PAS LA LEUR

Mauvais calcul du patron. « Pour nous, cet accord a été clair sur le papier, il correspondait à l'esprit des négociations. Il n'est pas question pour nous de revenir sur quelque point que ce soit, sauf pour l'améliorer ».

Dans l'unité toujours, ils ont repris la lutte et sont déterminés à obtenir l'application intégrale de l'accord. En grève à tour de rôle, ils ont formé quatre équipes qui occupent en permanence le siège de l'entreprise (le patron loge au-dessus), en paralysant ainsi la gestion.

Dimanche 18 novembre, ils avaient invité les Brestois à venir leur rendre visite. Il ont en eu : les locaux étaient parfois un peu petits pour tout le monde. Boissons, jeux de cartes, livre d'or de la solidarité, historique de la lutte vue par la presse affichée au mur, tout cela dans une ambiance de bonne humeur et de détermination. Le patron de la Timo n'en a pas fini avec eux.

Correspondant Brest le dimanche 18 novembre 1979



Rassemblement des ouvriers de chez TIMO devant les portes du siège durant les négociations

MONTPELLIER

Communiqué du PCML

Communiqué de presse du PCML Montpellier

APRES l'évacuation par la police des trois usines de Saint-Ouen (banlieue parisienne), notre comité régional tient à réaffirmer son soutien total à la lutte que mènent les travailleurs du trust Alstom et tout particulièrement ceux du Gard des entreprises Alstom de Saint-Florent-sur-Auzonnet et de la SAFT de Tamaris (filiale à 85 %).

Dans une région de bas salaires, de licenciements, de chômage, leur lutte est un exemple et un encouragement pour toute la classe ouvrière et les travailleurs du Languedoc-Roussillon.

C'est pourquoi nous appelons tous les travailleurs à les soutenir moralement et financièrement, de même que nous apprécions comme positive l'initiative des directions d'Alès du PS, du PSU et du MRG de constituer un comité de soutien à leur lutte.

Face au patronat de l'Alstom, l'heure n'est pas à l'esprit de chapelle et aux querelles de partis, mais bien à l'unité la plus large autour des grévistes pour leur succès.

C'est dans ce sens que travaille et continuera de travailler notre Parti.

MONTPELLIER : SUD COULEUR SERVICE

La bataille pour l'emploi s'engage

LUNDI 19 novembre, midi, plusieurs dizaines de travailleurs débrayèrent à Sud-Couleur-Service : une étape dans la lutte qui s'engage contre les licenciements. Sud-Couleur-Service, c'est une usine de 300 personnes qui produit des photos couleur.

Depuis des mois, et surtout ces derniers temps, la direction prétend multiplier les démarques pour « sauver l'usine » et « éviter les licenciements ». Il faut dire que si on en est là (des centaines de millions de dettes), c'est bien parce que la direction s'en est mis plein les poches (le patron habite « un château » de centaines de millions, entre autres...). La section CFDT, depuis plusieurs mois aussi, se bat pour exiger que la direction informe le comité d'entreprise de ce qui se passe, et elle sensibilise les travailleurs sur les licenciements qui s'annoncent. Un travail de longue haleine qui porte ses fruits : l'action est bien engagée. Assemblées générales et débrayages : les travailleurs n'attendent pas que les licenciements soient prononcés pour se mobiliser.

Le patron essaie de faire croire que tout peut s'arranger avec 25 ou 30 li-

cienciements ! Sinon il menace de fermer la boîte ! Ce chantage n'est pas nouveau. En fait, il a pour but de faire accepter 25, 30 ou 100 licenciements ! Il prétend aussi que si les travailleurs bougent, les acheteurs éventuels auront peur et que, par conséquent, la boîte fermera. Mais tout le monde sait bien que la vente ne dépend pas de la lutte ou non des travailleurs, mais des profits juteux que peuvent entrevoir les acquéreurs. Ce sont bien les travailleurs qui s'opposent aux licenciements, pas les patrons, malgré ce qu'ils prétendent.

MESSAGE DE SOUTIEN DU COMITE DE PARTI DE MONTPELLIER DU PCML

Travailleurs de Sud-Couleur-Service,

NOTRE Parti s'engage devant votre assemblée générale à vous soutenir dans la mesure de ses forces, par la popularisation de votre action dans les boîtes, les sections où nous travaillons, mais aussi par l'information la plus large de la population (information sur les marches...), par l'organisation de collectes si vous décidez de vous mettre en grève.

Si vous maintenez l'unité qui, aujourd'hui se manifeste, si vous continuez à décider démocratiquement en assemblée générale de la suite de votre lutte, si vous faites connaître largement votre lutte en appelant au soutien les autres travailleurs, vous pouvez gagner !

Nous resterons à vos côtés, si longue soit la lutte.

Comité de Parti de Montpellier du PCML

Patrons mécontents

LES élections prud'homales coûteront un milliard à l'économie française. C'est le prix du temps payé aux salariés pour qu'ils aillent voter. C'est ainsi que parle le *Nouveau journal*, du mardi 20 novembre 1979, page 14.

On pourrait en rire ou en sourire si cela ne reflétait l'état d'esprit des patrons envers les travailleurs. Ces patrons se plaignent des pertes financières occasionnées par ces élections. Il est vrai qu'ils préféreraient que les travailleurs soient complètement désorganisés et soumis à leur arbitraire.

Comme le vote se déroule en semaine, les patrons seront obligés d'accorder un temps pour aller voter aux travailleurs. Alors il ne serait pas étonnant qu'il y ait des pressions pour que les travailleurs n'aillent pas voter. Il faudra être extrêmement vigilant.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge

Quotidien

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom
Prénom
Rue
Commune
Code postal

- Pour changement d'adresse : joindre une bande adresse et 2 F en timbres poste.

24-25 novembre 1979
Deux journées antinucléaires à Golfech.

Samedi 24 :

- 9 h. Golfech - Visite des mairies.
- 14 h. Rendez-vous à Valence-d'Agen. Hall J. Baylet.
- 21 h. Bal occitan à Valence-d'Agen.

Dimanche 25 :

- 14 h. Rassemblement à Valence-d'Agen. Grande marche sur Golfech et feux de joie avec les dossiers de l'enquête.

Grenoble. Samedi 24 novembre à 20 h 30
Salle des concerts
Le CINE ANTI-IMPERIALISTE

présente un film sur la lutte des peuples d'Afrique du Sud.

La masse montante

Ce film, produit par les Nations Unies, décrit en première partie les conditions de vie du peuple noir en Afrique du Sud. La seconde partie est une présentation des événements de Soweto. Cette séance est organisée dans le cadre des journées contre l'apartheid (avec le Comité Anti-Outspan, le Comité Zimbabwe, Amnesty International, le MRAP, la Ligue des droits de l'homme et le concours de la maison de la culture de Grenoble).

Participation aux frais : 7 F.

Prenez contact avec le
Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRENOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 - 75926 Paris cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10
Directeur de publication : André Druessie
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4^e trimestre 1979

CHAMBERY (SAVOIE)

Le temps des grandes manœuvres !

(SUITE ET FIN)

Dans notre dernière édition, nous avons exposé le contexte dans lequel une quarantaine de civils savoyards — dont trois militants du PCML — avaient été inculpés par Yvon Bourges pour avoir basement démoralisé le moral de nos armées et nous avons montré que cette affaire prenait une ampleur nettement nationale malgré le silence des principaux partis de la majorité et de l'opposition. Aujourd'hui, notre correspondant analyse le comportement de ces partis.

Le PR et le RPR n'ont évidemment rien à gagner à braquer les projecteurs sur ce gag de la démocratie française.

Du côté de la majorité, en effet, on a vaguement l'impression de s'être fait avoir par les « gauchistes », de s'être fait « couillonner » comme on dit ici. Et, bien que les partisans d'une répression globale et énergique ne manquent pas, il semble que les amis de Giscard et de Chirac aient décidé, pour l'instant, dans le contexte épineux que l'on connaît, d'adopter une attitude de prudence et de réserve. Cela au moins jusqu'au procès !

Bourges et ses petits copains ne sont évidemment pas prêts d'oublier la leçon que leur ont donnée les progressistes et les révolutionnaires chambériens. Notre valeureux ministre de la défense s'est magistralement fait tomber sur les pieds une pierre qu'il avait lui-même soulevée pour la lancer à ceux qui soutiennent la lutte des soldats. Aussi, soucieux de ne pas jouer plus longtemps à l'apprenti-sorcier, tout ce beau monde attend patiemment des jours plus favorables. Quitte à faire donner la grosse artillerie le moment venu si l'occasion s'en présente !

Les réactions du PC et du PS sont plus intéressantes à étudier ; de toute évidence, bien que ces deux partis aient adopté des attitudes assez différentes, le Parti communiste et le Parti socialiste sont bien embêtés par cette affaire qu'ils ont bien l'intention de passer sous silence au niveau national. Il aurait été très facile à Marchais et à Mitterrand de profiter du vote du budget des armées pour dénoncer la répression que subissent quotidiennement les soldats et pour montrer, faits à l'appui, en prenant l'exemple des inculpations de Chambéry, que les discours officiels sur le rapprochement armée-nation ne sont qu'un leurre qui cache mal une politique militaire antipopulaire.

Or, que ce soit à la radio, à la télévision ou dans la presse écrite, ni le PC ni le PS n'ont fait de déclarations allant dans ce sens, ce qui permet de mieux apprécier la discordance entre les propos que chaque parti tient respectivement aux militants, nombreux, de la base qui se posent des questions, et la pratique décidée au plus haut niveau.

À Chambéry, le principal soutien apporté par le PC et le PS s'est traduit par une motion de soutien.

Le maire, Monsieur Hampe, (PS), a pris courageusement position pour soutenir les inculpés, mais, bien que l'on ne puisse mettre en doute la sincérité de ses propos, cette action cache mal les contradictions de son parti, un parti littéralement englu dans des luttes de tendances.

Ainsi, il est manifeste que

Jean-Pierre Cot, député PS de Savoie, qui a également envoyé une motion de soutien, l'a fait uniquement par manœuvre électorale, montrant de ce fait un réel mépris pour les accusés et la cause qu'ils défendent.

Accusations gratuites ? Certainement pas ! La meilleure preuve se trouve dans un article qu'il a rédigé lui-même en janvier 1979, au moment même où Bérard se faisait inculper, dans son journal, *Union de la gauche No 16*. Soit dit en passant, il est intéressant de noter que la section chambérienne du PS a refusé à juste titre de diffuser cet étalage de calomnies qui préparaient les esprits à une arrestation « en douceur » de Bérard et de ses camarades.

Que peut-on lire dans cette publication ? En voici un exemple qui en dit long ! (...) « Or, c'est au moment où les relations entre la Savoie et son armée se renforcent que renait l'activité des comités de soldats. Favorables à une reconnaissance du droit d'association dans l'armée, les socialistes ne peuvent accepter ces activités contraires à la légalité républicaine. Ils doivent dire bien haut qu'ils désapprouvent des tracts d'autant plus regrettables qu'ils interviennent au moment même où le commandement du 13e BCA cherche à modifier ses structures et à accroître la responsabilité des appelés et des hommes de rang. Les socialistes doivent enfin se désolidariser clairement des quelques élus irresponsables qui participent à ces activités. Ce n'est pas ainsi qu'on sert la cause d'une armée républicaine. » Signé Jean-Pierre Cot !

Il va sans dire que quelques remarques s'imposent. On peut noter au passage que Jean-Pierre Cot, qui est un des principaux dirigeants nationaux du Parti socialiste et qui devait accéder au rang de ministre en cas de victoire du l'Union de la gauche en 1978, parle de liberté d'association mais pas de liberté d'expression. Erreur de vocabulaire ? Lapsus qui dévoile le fond de sa pensée ? Quand on connaît l'homme, on sait que la nuance est importante et mérite d'être soulignée. On sait que s'il arrive au rang de ministre de la défense, les soldats auront le droit de s'asseoir autour d'une table pour taper le carton, mais n'auront pas le droit à la parole !

Plus grave ! Il est clair que l'article de Cot est une véritable sommation aux élus socialistes de Chambéry de mettre le PSU en quarantaine. Bérard et ses camarades étant qualifiés généreusement d'« irresponsables ». Il s'agit également d'une mise en garde à peine voilée à tout adhérent du PS qui prendrait position ouvertement en faveur de la lutte des soldats. Outre qu'il s'agit là d'une aimable façon de tirer l'oreille de Monsieur Hampe comme on le ferait pour un enfant qui n'arrête pas de faire des bêtises, Jean-Pierre Cot atteint des som-

mets d'hypocrisie lorsqu'il signe, quelques jours seulement après avoir tenu de tels propos et sans esquisser l'amorce d'une auto-critique, un communiqué de « soutien » aux inculpés.

Manœuvre qualifiée par les plus modérés de « double langage » et dont on laissera aux inculpés le soin d'apprécier la sincérité et la spontanéité !!!

L'ATTITUDE DU PC :
« COUCOU, ON N'EST PAS LA ! »

Le Parti communiste suit une route moins sinueuse mais beaucoup plus habile dans la mesure... où il n'est jamais apparu en tant que tel dans cette affaire !

Ce qui pourrait sembler une gageure de la part du PC est en fait une tactique mûrement réfléchie ; ce sont les élus chambériens du PC qui ont publié un communiqué de « soutien ». Ce sont ces mêmes élus qui ont voté la motion de solidarité du conseil municipal de Chambéry.

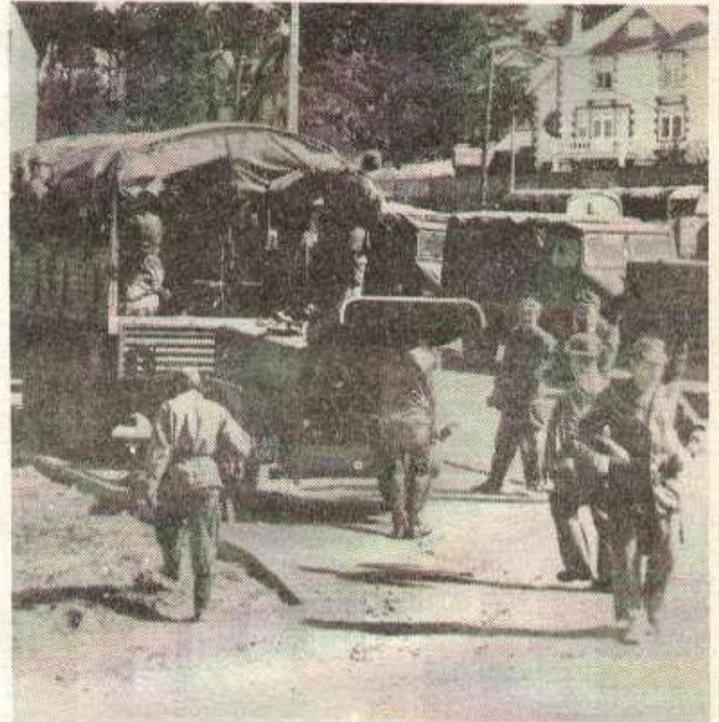
Quant au PC en tant que tel, inutile de le chercher ; il fait un « remake » de l'homme invisible ! D'ailleurs, convoqué par trois fois par les inculpés (par lettre adressée à son siège) pour apporter son soutien, il n'a même pas eu la politesse de se faire excuser !

Alors ? Soutien du bout des lèvres, mais soutien quand même ? Il est permis d'en douter ! En effet, que fait le PC ? Il applique le dicton populaire qui dit qu'il ne faut « jamais placer ses œufs dans le même panier ».

Il est évident que ni le PC ni le PS ne pouvaient se permettre de boycotter une motion de solidarité aux inculpés sans prendre le risque de créer une crise ouverte au sein du conseil municipal, crise que Dumas se serait empressé d'exploiter. Par contre, entre signer une motion de solidarité qui sert à se dédouaner à peu de frais et impulser une riposte énergique contre les inculpations, il y a un fossé profond... que le PC est bien décidé à ne pas franchir.

En d'autres termes, le PC (et dans une certaine mesure le PS), bien que de nombreux militants de base et cadres de ces deux partis soient sincèrement partisans d'une riposte énergique et unitaire à la répression gouvernementale, soutient le mouvement du bout des lèvres, mais se garde bien d'élever la voix.

De cette façon, si notre Parti, le PSU et la Ligue des droits de l'homme arrivent à crever le mur du silence qui entoure cette affaire, les partis de « gauche » auront beau jeu de dire que, dès le début, ils ont soutenu le mouvement et qu'ils l'ont impulsé. Par contre, si l'affaire tourne mal et que les inculpés soient condamnés dans le silence général, ce sera avec le même sérieux et les mêmes accents déchirants



de sincérité que le PC assurera que toute la faute en revient au « PS allié aux gauchistes du PSU et aux maoïstes locaux », accusés pour le coup d'avoir monté une provocation de toute pièce contre lui.

Les motions qui, rappelons-le, n'émanent que de quelques vagues élus, mais en tout cas pas d'un parti, seraient dans ce cas soigneusement oubliées et, même si elles ressortaient, il

serait facile d'expliquer qu'elles ont servi uniquement à déjouer les pièges du pouvoir.

Bref ! Celui qui aura la prétention d'apprendre au PC à prendre un train en marche n'est pas encore né !

Décidément, quelque chose est pourri au royaume de la gauche !

Correspondant
16/11/79

Interview de Mr Hampe (maire de Chambéry)

Le maire de Chambéry, Monsieur Francis Hampe (PS), a bien voulu recevoir notre correspondant et accorder à notre quotidien une interview dont nous publions ci-dessous les extraits les plus significatifs. La comparaison de ces propos avec ceux tenus par Jean-Pierre Cot est révélatrice des divergences importantes qui existent au sein du Parti socialiste, notamment sur les questions militaires.

HR : Quelle est la position adoptée par la municipalité sur l'affaire des inculpations ?

M. Hampe : Le Conseil municipal a adopté un vœu de soutien aux inculpés, vœu basé sur l'affirmation de la liberté d'expression telle qu'elle est définie dans la déclaration des droits de l'homme.

HR : Peut-on connaître votre position personnelle ?

M. Hampe : Le bulletin que les inculpés ont diffusé, le *Chasseur à lapins*, montre la volonté d'expression des appelés. Je considère qu'il est tout à fait normal que les appelés puissent publier librement leur point de vue dans une revue et il est déplorable qu'on oblige les soldats à exprimer clandestinement leurs opinions alors qu'il s'agit d'un droit reconnu officiellement par la France en 1948.

HR : Quel est, à votre avis, le but de ces inculpations ?

M. Hampe : Le Conseil municipal de Chambéry a toujours entretenu de bonnes relations avec l'armée qui occupe une place importante dans notre ville. Par cette affaire, on cherche à envenimer les choses, mais je tiens à dire qu'on ne se laissera pas prendre à ce piège. Je profite également de cette occasion pour réaffirmer que je m'engage personnellement à défendre la liberté d'expression dans les casernes.

NB : Au cas où les maires adjoints PC et PSU désireraient exposer dans nos colonnes la position de leurs partis respectifs, nous sommes prêts à leur accorder la même place que celle que nous avons accordée au maire de Chambéry.